

Gérard ANCEY

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 1969

SECTION D'ECONOMIE-DEMOGRAPHIE

Mon retour en COTE D'IVOIRE date du 28-11-68, et ma réintégration à l'équipe de Bouaké du 15-12-68, époque où je repris contact avec les diverses autorités locales en vue de la préparation d'une enquête socio-économique en pays Diamala-Djimini recouvrant les sous-préfectures de Dabakala, Boniere-dougou et Satama-Sokora.

A) Pourquoi le pays Diamala-Djimini

L'effort de recherche en milieu rural était resté jusqu'en 1968 limité géographiquement à une étroite portion du Département du Centre puisque 5 seulement de ses 27 sous-préfectures avaient été touchées, ce qui était mince compte tenu du peu d'informations directement utilisables dont on disposait sur la structuration de la région économique de Bouaké elle-même restant encore à définir... Dans ces conditions il paraissait souhaitable d'étendre notre investigation aux marges du pays Baoulé d'autant plus que la zone à étudier correspondait à un point charnière ethniquement et économiquement entre le Centre et le Nord et resté par ailleurs parfaitement en dehors de toutes les enquêtes jusqu'alors effectuées.

D'autre part, la Commission ad-hoc réunie au Ministère du Plan le 27-11-68 dans son approbation des orientations précédentes et des programmes proposés pour l'année

-1969, insistait sur les trois thèmes suivants :

- 1°) Etude des Centres Secondaires
- 2°) Etude d'Economie Rurale
- 3°) Analyse et Planification Régionale.

La phase de "terrain" devait peu à peu faire place à une phase de pré-synthèse puis de synthèse globale urbaine et rurale. Parallèlement "l'équipe ORSTOM" était invitée à passer (à l'élaboration)... des programmes à titre expérimental dans le Département du Centre et ultérieurement dans le Département du Nord ".

En pratique, cela revenait à considérer toute nouvelle enquête ou tout prolongement d'enquêtes antérieures comme un superflu d'information. Or, il s'avère de plus en plus chaque fois qu'il est question de mettre sur pied un programme non seulement cohérent, mais sociologiquement et économiquement réalisable que l'information de base n'est nullement excédentaire.

Qu'il s'agisse de préciser la notion de région ou de circonscrire une simple zone d'intervention homogène des points de vue géographique, sociologique et économique, ou qu'il s'agisse de la micro-économie d'une exploitation agricole on rencontre nombre de concepts flous, mal définis et par suite inadéquats.

Citons ainsi :

- Le contenu même et la limite de l'exploitation.
- Le niveau du pouvoir de décision
- Le type de relations qui s'établissent au sein du groupe étudié.
- Les motivations profondes des paysans
- Le fondement du dynamisme économique...
- En dernière analyse l'incertitude quant à l'interlocuteur auquel s'adresser. C'est là un problème fondamental aussi bien pour les compagnies de

produits (CFDT, CAITA) que pour le planificateur.

B) L'enquête sur le terrain

L'enquête a été menée en trois temps :

1°) Le recensement démographique de Dabakala

L'ORSTOM a pu bénéficier pour ce recensement qui a duré une quinzaine de jours en Janvier 1969 de la contribution d'un sociologue de l'Institut d'Ethno-Sociologie.

A l'origine, le dépouillement devait être assuré par les services mécanographiques d'Abidjan. En fait, devant l'embouteillement administratif consécutif aux programmes Kossou et San Pedro passant en priorité, les fiches perforées de Dabakala restent en souffrance jusqu'aux mois de Juin-Juillet de cette année. Elles me parviennent enfin au mois d'Août et je me rends compte de la médiocre qualité et de la pauvreté des tableaux sortis. Je dois envisager alors de reprendre l'intégralité des questionnaires de base et les traiter manuellement. Je pense être en mesure de fournir d'ici peu le rapport complet.

2°) Les commerces et les marchés

Trois enquêteurs fixés à demeure à Dabakala continuent parallèlement l'observation du petit marché quotidien jusque vers Mars-Avril 1969. Dans ce même temps, je fais poursuivre un sondage auprès des principaux commerces fixes du Centre dans le but d'obtenir des renseignements complémentaires sur la structure des consommations monétaires. Dans ce même ordre d'idée, l'équipe procède au dépouillement des "sommiers" postaux (mandats entrants et sortants. Dépôts et retraits sur CEP, etc...).

L'essentiel de nos occupations jusqu'en Avril consiste cependant à visiter les divers marchés hebdomadaires disséminés sur toute la zone.

- Dabakala	(mercredi)	}	S/P Dabakala
- Finessiguedougou	(dimanche)		
- Sokala Sobara	(dimanche)		
- Foubolo	(lundi)	}	S/P Bonieredougou
- Niéméné	(jeudi)		
- "Carrefour"	(jeudi)		
- Bounadougou	(vendredi)		
- Satama Sokora	(dimanche)	}	S/P Stama Sokora
- Satama Sokouro	(dimanche)		
- Baranzie	(lundi)		
- Kogbera	(vendredi)		

Certains de ces marchés ne présentent qu'un intérêt marginal même à l'échelle des trois sous-préfectures.

Le marché de Dabakala rayonne au contraire sur une vaste étendue. Après quelques rapides dépouillements j'ai pu déterminer le chiffre d'affaires des principaux marchés, les distorsions de prix des produits ruraux, leurs aires d'approvisionnement respectives, éventuellement leurs diverses spécialités... Il pourra être par la suite intéressant d'analyser ces résultats en fonction de ceux obtenus en 1967 sur le marché de Brobo à proximité de Bouaké.

3°) L'enquête agricole

Elle débute en Mai et se prolonge jusqu'en Août 1969. Plus ou moins en sous-produit de l'enquête agricole menée dans 81 familles j'ai dressé un fichier-village. Les enquêteurs ayant pour mission

de rayonner à bicyclette chaque semaine dans 5 ou 6 villages et de consigner sur une fiche standard les renseignements de base, concernant l'infrastructure socio-économique du village (ethnie dominante, nombre de quartiers, habitat..., points d'eau, école, commerces et colportage, artisanat, présence de campements de culture etc...).

Entre-temps, l'enquête auprès de 2 familles (en principe) choisies chaque fois dans l'un des villages se poursuivait avec un questionnaire démographique, un questionnaire élevage, un questionnaire outillage, un questionnaire d'interdits culturels et alimentaires, un questionnaire exode, un questionnaire parcelles, un questionnaire budget. Actuellement un rapport intitulé "Exploitations agricoles en pays Diamala-Djimini, Aspects de la vie rurale" en est au stade du brochage, et sera prêt à la diffusion vers le 10-12-69.

C) Problèmes méthodologiques

1^c) Pour le recensement démographique

Le questionnaire utilisé est le questionnaire classique en 19 colonnes déjà utilisé pour l'étude des centres secondaires. C'est au niveau du dépouillement lui-même que j'ai davantage insisté sur les aspects économiques, notamment l'emploi.

En relation avec le recensement une enquête annexe concernant l'habitat et plus particulièrement le rythme et les dates de construction de l'habitat moderne ou amélioré a été effectuée durant le mois de Mars.

Elle fournira certains recoupements et quelques précisions délicates à obtenir lors d'un recensement.

2°) Pour les enquêtes-marchés

J'ai essayé de mettre au point une méthode légère d'observation compte tenu du nombre important de marchés à visiter et du personnel restreint dont je disposais.

C'est une méthode que l'on pourrait qualifier de "méthode du second principal produit".

La question est la suivante : Est-il dans tous les cas nécessaire de faire figurer dans l'interview l'intégralité des produits offerts par une vendeuse? N'alourdit-on pas le questionnaire pour un gain de précision illusoire?

Soit une vendeuse apportant sur le marché une charge d'ignames (400 fr); une cuvette de paddy (200 fr) une tinette de condiments (100 fr); trois oeufs (15 fr) ; deux boules de coton (10 fr) ; cette vendeuse sera qualifiée de vendeuse principale d'ignames, et secondairement de paddy...

Pour les grands produits (igname, maïs, riz, paddy, mil...) l'information ainsi obtenue est quasiment exhaustive, sans avoir à pousser l'observation plus loin que le second produit. (L'offre observée recouvre environ 95 % de l'offre réelle).

Pour les produits offerts davantage en appoints (condiments, légumes, fruits...) une bonne partie échappe à l'observation mais il est toujours possible d'estimer la valeur de cet apport "tertiaire" par un sondage séparé.

En fait, la difficulté majeure de cette méthode est qu'elle exige des enquêteurs parfaitement rodés et rigoureusement consciencieux, ne s'arrêtant pas systématiquement au premier produit.

3°) Pour l'enquête agricole

Il faut admettre que les méthodes utilisées ordinairement présentent encore de très graves lacunes en raison des insuffisances conceptuelles dénoncées dans la paragraphe A. Force est de reconnaître que chaque nouveau terrain pose des problèmes nouveaux. On sait en effet qu'aucune définition de l'exploitation agricole, de la famille, de l'unité budgétaire, du groupe de fonctionnement socio-économique, etc... n'est réellement satisfaisante en ce sens qu'aucun de ces différents niveaux d'observation ne peut être fixé à priori indépendamment du phénomène observé.

Le pouvoir de décision d'un même individu fluctue entre une borne minimale et une borne maximale selon le poids de ce qui est mis en cause. Parallèlement, le pouvoir de coercition de la communauté recule ou se fait plus pressant selon les intérêts en jeu. Le groupe étudié apparaît ainsi éminemment instable, sur le plan de l'autonomie d'action et de décision. Dans ces conditions on peut songer à recourir à deux méthodes d'analyse différentes :

- La méthode du fractionnement maximum

On raisonnera au niveau du planteur, de l'homme adulte de 15 à 60 ans.

C'est le cas des compagnies de produits telles que la CFDT entrant en contact chaque année avec "leurs" planteurs, dans une sorte de porte à porte du développement.

La difficulté apparaît au grand jour quand après quelques années de production rapidement croissante on arrive à saturation ou au découragement après une campagne ou deux de mauvais rendements.

- La méthode du regroupement maximum

On raisonnera alors au niveau du groupe le plus large possible, une fraction de lignage, un lignage, etc...

C'est la tendance actuelle des services statistiques du Ministère de l'Agriculture.

En fait, dans les deux cas on essaie de retrouver un commun dénominateur de "type européen" soit un noyau restreint de 5 à 10 résidents mais apparaît lui-même artificiel parce que résultant d'un découpage ou d'un regroupement à posteriori.

Un second problème méthodologique dont il est souvent débattu est celui du choix d'un échantillon statistiquement représentatif.

On oppose fréquemment enquête par échantillon et enquête par monographie.

Ce problème ne paraît être un faux problème d'une part en raison du flottement même des concepts de base, ce qui rejoint le premier point, parce que d'autre part, il serait souhaitable de mener de front les deux styles d'observation.

La solution à ce problème ne peut être apportée que de manière globale par une démarche consistant à se placer simultanément (avec des méthodes évidemment différentes) à divers niveaux d'observation :

a) Observation (de type monographique?) d'individus isolés appartenant :

- soit à un groupe familial donné
- soit à des groupes différents
- soit ne relevant d'aucun groupe.

Avec dans les trois cas une analyse comparée des situations de ces personnes -test qui peuvent être par exemple des jeunes de moins de 15 ans,

la première épouse, la seconde épouse, le jeune fils ou le neveu du "chef de ménage", un ancien immigrant, un nouvel arrivant, un migrant saisonnier, le chef de ménage lui-même

- b) Observation de groupes restreints de type européen. Parmi ces groupes on en choisira un certain nombre qui comprendront des "individus isolés" par ailleurs observés, afin de faire le joint entre les deux niveaux d'observations... Pour ces groupes restreints on pourra continuer l'analyse de type monographique. Mais on choisira également des "groupes restreints" sans rapport aucun avec les "individus isolés" et l'on pourra procéder par échantillon aléatoire ou raisonné.
- c) Observation de groupes étendus (pouvant réunir cinq ou six groupes restreints). A nouveau on tirera quelques groupes étendus associant des groupes restreints observés parallèlement et d'autres sans rapport avec ces groupes restreints.

C'est à ce prix seulement qu'on pourra éclairer les niveaux de la décision socio-économique en milieu rural, déterminer le degré exact de l'autonomie de chacun, les filières de l'autorité notamment au sujet de l'exode, de la libre disposition des revenus et des terres, l'organisation spatiale de l'exploitation. En outre, l'extrapolation à une zone entière des superficies cultivées, des revenus, de l'élevage ou de tout autre indicateur économique gagnera beaucoup en précision ...

Dans cette même optique il serait du plus grand intérêt de généraliser et de standardiser le système des fichiers-villages eu égard à la masse d'informations que l'on parvient très facilement à réunir par ce procédé.